

L'ÉLÈVE RADIÉ DE L'EXAMEN DU BAC AU BOUT D'UN TROISIÈME AVERTISSEMENT

Des mesures radicales contre l'absentéisme

La présence des élèves en classe jusqu'à la fin de l'année est obligatoire. Le ministère de l'Education nationale prend des mesures de sanctions contre le phénomène de l'absentéisme qui touche en particulier les candidats au baccalauréat. Nouria Benghebrit rappelle les règles : au bout de trois mises en demeure en raison d'absentéisme, l'élève sera radié. Il ne sera pas autorisé à passer son examen de baccalauréat et sera considéré automatiquement comme un doublant. La ministre rencontre, aujourd'hui, les directeurs de l'éducation pour donner ses instructions.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - Le ministère de l'Education nationale s'attaque au phénomène de l'absentéisme et annonce des mesures radicales. Nouria Benghebrit qui s'exprimait hier sur les ondes de la radio Chaîne 3 avertit sur ce phénomène «anormal».

L'élève sera radié, dit-elle, au bout de trois mises en demeure. L'absentéisme est un phénomène qui touche en particulier les élèves de la troisième année secondaire. Ils quittent, en effet, les classes au bout du premier trimestre. La note continue n'est pas prise en compte durant l'examen de fin d'année, le candidat au baccalauréat se contente de se présenter à l'examen final. Ce temps semble, cependant, révolu.

La ministre de l'Education nationale rappelle que la réglementation stipule que le chef d'établissement convoque les parents d'élève, au bout d'une première absence. Si après cela, il récidive en matière d'absence, il y aura des mises en demeure et au bout de la troisième mise en demeure, il y a radiation de l'élève. Ainsi, non seulement il ne sera pas autorisé à passer son examen du baccalauréat, mais il sera obligé de refaire son année scolaire.

«Le baccalauréat atteste d'un niveau scolaire finalisé. Il vient au moment où nous avons terminé un cycle de formation et lorsque nous avons fait trois trimestres d'enseignement sinon il n'y a pas de raison pour qu'un élève de première année ou de deuxième année secondaire ne puisse pas passer le bac.

Donc, si l'on est autorisé à passer le baccalauréat en terminale c'est que nous avons pris en charge le troisième trimestre», a expliqué la ministre de l'Education.

Benghebrit réunit d'ailleurs aujourd'hui dans son département les directeurs de l'éducation pour leur donner des instructions dans ce

sens. L'obligation de rester en classe jusqu'à la fin de l'année concerne également, souligne la ministre, les enseignants. L'invitée de la radio a rappelé aussi que le cycle secondaire connaîtra sa réforme l'année prochaine où des changements «majeurs» sont attendus.

Concernant la triche au bac, le ministère de l'Education compte mener une campagne de sensibilisation et d'information sur les sanctions que risque l'élève qui se présente à l'examen muni d'un téléphone portable.

En effet, le département de Nouria Benghebrit avertit que venir

avec son téléphone portable est considéré comme une triche même s'il n'est pas utilisé. Le candidat risque une exclusion de cinq ans de l'examen.

Réduction des jours de l'examen du bac, les résultats présentés au gouvernement en mai prochain

Selon la ministre de l'Education, la réduction des jours de l'examen du bac à trois jours pour l'année prochaine est un consensus où tout le monde s'est mis d'accord.

Le débat est actuellement mené sur la formule à adopter pour passer de cinq jours à trois jours. La commission de travail est en train d'étudier les différentes propositions entre des épreuves anticipées, notes continues, réduction du volume horaire de certaines matières... Les résultats de la commission seront bientôt finalisés et Benghebrit compte les présenter au gouvernement au courant du mois de mai prochain.



Photo : NewPress

Noria Benghebrit, ministre de l'Education nationale.

Une enquête sera bientôt lancée sur la violence en milieu scolaire

Le ministère de l'Education nationale compte lancer bientôt une

enquête sur le phénomène de la violence en milieu scolaire. L'enquête permettra non seulement de disposer de chiffres mais aussi sur les conditions qui sont à l'origine de la violence.

Le concours de recrutement fixé à la fin avril prochain

Le concours écrit de recrutement de 28 084 enseignants est fixé pour fin avril prochain. Les inscriptions électroniques sont ouvertes, quant à elles, à partir du 28 mars prochain. 17 000 postes sont ouverts au niveau du cycle primaire, 7 000 au moyen et 2 988 au secondaire.

Le secteur recevra pour la rentrée scolaire prochaine 244 nouveaux établissements primaires, 107 collèges et 138 lycées. Selon la ministre de l'Education, il y a eu 12 000 départs à la retraite anticipée l'année passée pour 2 000 départs ordinaires.

Un départ massif qui est lié, dit-elle, à une approche beaucoup plus personnelle.

S. A.

IL SERA AU CENTRE D'UNE RÉUNION DU CPE

Prochain redémarrage du complexe sidérurgique d'El-Hadjar

Cette fois, c'est bien parti pour une reprise effective de la production du fer et de l'acier au complexe sidérurgique d'El Hadjar (Annaba). Selon des sources proches du dossier, cette reprise sera le point le plus important de l'ordre du jour de la réunion que le Conseil de participation de l'Etat (CPE) se prépare à tenir dans les prochains jours à Alger.

Le rendez-vous est important. Il met un point final à toutes les supputations quant à la rétrocession de toutes ou partie des unités de production du patrimoine anciennement propriété de Sider puis de ArcelorMittal Algérie (AMA). D'autant que dans la déclaration qu'il avait faite à l'issue de sa visite en octobre dernier à Annaba, le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdeslam Bouchouareb, avait affirmé que l'opération de reprise en main de la sidérurgie algérienne est «une restructuration» et qu'elle n'est pas «une nationalisation».

Il y a également cette présence des représentants de l'ancien partenaire pour «aider» et «soute-

nir» les cadres nationaux à faire redémarrer les installations de production. Que signifie dès lors l'intervention des techniciens sud-africains et russes sur le Haut-Fourneau n°2 et sur toutes les installations de la zone chaude ? Une question que n'ont pas manqué de se poser les syndicalistes et les membres du comité de participation. L'impatience grandit dans le milieu des sidérurgistes qui n'aspirent qu'à une seule chose : voir leur outil de production redémarrer dans les plus brefs délais. Prévu par le contrat portant réhabilitation des installations en février écoulé, le redémarrage a été repoussé dernièrement au mois de mai prochain.

Du côté des cadres algériens, la préoccupation est similaire. A ce niveau, l'on n'explique pas le pourquoi du maintien en poste du staff ArcelorMittal pour les «aider et soutenir» comme cela a été souligné par le ministre de l'Industrie et des Mines. La réhabilitation des installations de production a coûté à l'Etat algérien 900 millions de dollars.

L'ancien partenaire ayant évité tout au long des quinze années de présence au complexe d'investir une seule Roupie, a laissé les installations «pourrir» jusqu'à presque s'éteindre, entraînant le niveau de production à trois fois moins des 900 000 tonnes/an enregistrées à la veille de la signature du

contrat de partenariat en 2001. L'autre point à étudier par le CPE porte sur le choix du sigle de la nouvelle entité du groupe Imetal. Lors de sa récente visite de travail à Annaba Abdelmalek Sellal avait indirectement abordé cette question au contact des travailleurs et leurs représentants : «La fin de l'opération réhabilitation des installations pour laquelle l'Etat a investi 900 millions de dollars est synonyme de prise en main totale de la production de l'acier. La balle est dans votre camp maintenant. Soyez à la hauteur de ce qui est attendu de vous». C'est là qu'intervient l'opportunité du choix d'un bon manager en mesure d'atteindre les objectifs qui lui seront tracés. Dont celui de redonner au complexe sidérurgique El Hadjar l'importance qui lui est due et qu'il avait au lendemain de sa création au début des années 1970 par feu le président Houari Boumediene sous le sigle Société nationale de sidérurgie (SNS).

Qualifiée à l'époque de fleuron de l'industrie nationale, cette infrastructure de production de l'acier employait 18.000 agents et cadres. Alors qu'à cette époque le baril de pétrole plafonnait à 3 dollars, la SNS produisait déjà du fer et de l'acier, destinés au développement du pays.

A. Bouacha

GÉNÉRANT BEAUCOUP DE DÉPENSES ET SOURCE D'INJUSTICE SOCIALE

Les subventions devraient être «mieux ciblées», recommande le FMI

Les subventions des produits de nécessité coûtent cher à l'Etat. Cependant, aussi salutaires qu'elles soient, celles-ci ne profitent souvent pas aux personnes défavorisées et auxquelles elles sont supposées être destinées potentiellement.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le Fonds monétaire international (FMI), dont une délégation conduite par Jean-François Dauphin a récemment séjourné en Algérie, estime que les subventions devraient être «mieux ciblées». «On imagine que les subventions généralisées constituent un appui à l'action sociale alors qu'elles profitent, à l'inverse, aux ménages les plus riches qui consomment, par exemple, beaucoup plus de carburants par rapport aux ménages pauvres», avait déclaré le conseiller au département Moyen-Orient et Asie centrale auprès du FMI, à l'issue de sa visite en Algérie.

Et d'affirmer que les subventions

telles que distribuées en Algérie sont «contre-productives et extrêmement rémunérées en plus». D'où l'appel de l'institution monétaire internationale vers une «action sociale plus ciblée» à l'avenir. Il a jugé insoutenable le fait que les subventions de produits relevant de différents secteurs dont celui de l'énergie aient dépassé, en 2015, le double des dépenses cumulées des secteurs de l'éducation nationale et de la santé.

Beaucoup d'observateurs s'accordent sur le fait que parler du système des subventions en Algérie est un sujet relativement sensible, délicat et complexe. Mais qui reste extrêmement important pour la rationalisation des

dépenses budgétaires et pour plus de justice sociale. «Le système de subventions en Algérie est une vraie catastrophe nationale», estime Abdelkrim Harchaoui qui prône «une réforme rapide et urgente qui peut avoir un caractère progressif sur une période déterminée, vers laquelle il va falloir aller le plus tôt possible».

Invité en février dernier du plateau de Radio M, l'ancien ministre des Finances a déclaré que le prix à la consommation en Algérie représente 10 à 12% du prix international des produits, ce qui entraîne des fraudes. «C'est urgent. On ne peut plus négliger le dossier des subventions. Il n'y a pas d'autres formules. Il faut recenser les familles dans le besoin et les aider. Les subventions implicites et explicites coûtent 45 milliards de dollars à l'Algérie. Cette politique est une catastrophe nationale », avait martelé M. Harchaoui qui n'est pas le seul à appeler à une réforme de ce système géné-

rateur de gaspillage et autrement antisocial.

D'après l'ancien ministre des Finances, Abdellatif Benachenhou, la partie la plus pauvre de la population profite de 60% des subventions d'origine budgétaire (logements sociaux, alimentation, etc.). Cependant, cette même population ne reçoit, selon lui, que 20% des subventions assurées par les grandes entreprises, notamment Sonatrach et Sonelgaz (carburants, électricité, gaz...).

Benachenhou fustige le système des subventions pratiqué par le gouvernement algérien, dans la mesure où, par exemple, la fiscalité pétrolière (de l'ordre de 3 690 milliards de dinars en 2013) est intégralement reversée aux citoyens, sans contrepartie, sous forme de subventions (3 600 milliards de dinars pour la même période).

Une enquête qu'il a menée en 2013 avec une équipe de chercheurs sur ce système des subventions

conclut que ce système est la «source d'une injustice sociale colossale».

Selon Benachenhou, 48,9% des Algériens ont une dépense par tête et par an inférieure à 86 000 dinars tandis que les 51,1% restants ont une dépense par tête par an de plus de 175 000 dinars. Une répartition qui donne lieu à deux catégories de populations : les 49% de pauvres et les 51% de riches.

Poussé il est vrai par la chute des recettes budgétaires de l'Etat, le gouvernement s'est empressé par la voix du ministre des Finances d'annoncer qu'un travail était actuellement en cours sur la maîtrise à moyen terme de sa politique des subventions. «Nous continuerons à protéger les couches défavorisées. C'est notre vision à moyen terme», avait déclaré Benkhalfa devant les membres du Conseil de la nation à l'issue du débat sur le texte de loi de finances de 2016.

Y. D.